



7012

1728

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE
LA SECURITE ALIMENTAIRE, DE
L'ENTREPRENARIAT FEMININ
DE LA MICRO FINANCE ET DE
LA PETITE ENFANCE



**PROGRAMME D'ALPHABETISATION
ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(PALAM/BID/SEN)**

- :- :- :- :- :- :- :-

RAPPORT D'ACTIVITES TRIMESTRIEL

(JANVIER – MARS 2010)

MAI 2010

SOMMAIRE

Introduction

- I. DONNEES PRINCIPALES
- II. ORGANISATION ET GESTION
- III. ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES
- IV. PROGRAMME PREVISIONNEL TRIMESTRE 1 2010
- V. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES
 - V.1- Composante 5
 - V.2- Composante 4
 - V.3- Composante 3
 - V.4- Composante 2
 - V.5- Composante 1
- VI. DIFFICULTES
- VII. RECOMMANDATIONS
- VIII. PERSPECTIVES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE
- IX. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRE 1

Conclusion

Introduction

Le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté « PALAM/VOLIP » s'inscrit dans l'Accord - Cadre global, signé à Dakar, le 31 juillet 2008 entre le Gouvernement du Sénégal et la BID. Il est en harmonie avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le Programme de Développement de l'Education et de la Formation (PDEF) du Sénégal pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La signature de l'Accord de prêt a eu lieu le 07 avril 2009 à Dakar. La durée du programme est de cinq (05) ans (2009-2013) avec une phase pilote de trois (3) ans, dans les régions de Diourbel et de Kaffrine.

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

Le programme comprend cinq (5) composantes :

- Composante 1 : Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans
- Composante 2 : Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes âgés de 16 à 24 ans
- Composante 3 : Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans
- Composante 4 : Dispositif de micro finance pour l'appui à l'auto emploi
- Composante 5 : Gestion et suivi du programme.

Les résultats attendus sont les suivants :

- 8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école communautaire de base (ECB) d'ici 2013 ;
- Les compétences techniques et professionnelles de 3000 jeunes et adultes sont renforcées ;
- 10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont améliorées leurs compétences techniques et leurs revenus ;
- Au moins 50% des jeunes, adultes et femmes en activité formés ont accès à la micro finance.

Le PALAM / VOLIP est le premier programme financé par le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement de la BID, son acte de mise en vigueur a été signé le 13 Juin 2009, mais il a été officiellement lancé le 11 Janvier 2010 par son Excellence Maitre Abdoulaye Wade Président de la République du Sénégal en présence du Docteur Ahmed Ali Président de la BID.

Ce présent rapport présente les activités du premier trimestre de l'année 2010.

I. DONNEES PRINCIPALES

Numéro du Prêt : SE 110 du 07/04/2009, PALAM/BID/SEN

Sources de Financement : Le programme est cofinancé par :

- ❖ La Banque Islamique de Développement (BID) via le FSID
- ❖ L'Etat du Sénégal

Plan de Financement

Sources de financement	Devises	Monnaies locales	%
BID (FSID)	11,75\$	5 568 345 000	75,48%
Gouvernement du Sénégal	2,80\$	1 8 11 072 000	24,52%
Total	14,55\$	7 376 897 000	100%

Estimation du Coût du Programme

- ❖ En devises : 14,55 millions de Dollars US
- ❖ En monnaie locale : 7 376 897 000 F CFA

Répartition du Financement

- ❖ Prêt de la Banque Islamique de Développement 11, 75 millions de \$ US
- ❖ Contre partie Gouvernement du Sénégal : 2, 80 millions de \$ US

Date d'approbation : Octobre 2008

Date de Signature de l'Accord de Prêt : 7 Avril 2009

Date de Signature de l'Acte de mise en Vigueur du Programme : 13 Juin 2009.

II. ORGANISATION ET GESTION

Le PALAM, créé par arrêté ministériel N° 07839 du 14 Août 2009, est administré par une Unité de Gestion du Programme (UGP), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal. L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entrepreneuriat Féminin au niveau national et sur la plate forme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale au niveau régional.

L'UGP est composée :

- D'une Directrice,
- D'un Expert Gestionnaire,
- D'un expert en Education / Formation,
- D'un expert en Développement Communautaire
- D'un Expert en Micro Finance,
- D'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière, de gardiens, et de chauffeurs.

L'UGP est appuyé par :

- ✓ **un Comité de pilotage**, créé par arrêté ministériel N°10779 du 23 Novembre 2009, il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité est présidé par Madame le Ministre d'Etat, il se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;
- ✓ **un Comité d'appui technique** composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régalienne dans la mise en œuvre du PALAM. Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;
- ✓ **la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale (INPS)** : elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives. Elle assurera le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire et l'appui des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaires (APDC).

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leur composante sous la supervision et la coordination de l'UGP.

III. ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES

Nature des acquisitions	Montant	Niveau d'exécution	Observations
1- BIENS ✓ Equipements UGP <i>Ils seront acquis à travers une demande de cotation à partir d'une liste restreinte comportant au moins trois fournisseurs.</i>	25 000 000F CFA	0	Procédures d'acquisition en cours, à finaliser en 2010.
2- SERVICES			
✓ Etude du milieu	82 000 000 F CFA	0	Etude en cours
✓ Réalisation Manuel de Procédures	8 450 000 F CFA	0	Les composantes ont fini leur MP
✓ Réalisation Audit <i>La sélection des cabinets s'effectuera à travers une liste restreinte de cabinets des pays membres incluant les cabinets locaux.</i>	10 000 000 F CFA	0	Dossier en attente d'ANO

3- DIVERS			
✓ Salaire	18 870 000 F CFA		
✓ Fonctionnement	16 294 002 F CFA		

IV. PROGRAMME PREVISIONNEL TRIMESTRE 1

ACTIVITES	JAN	FEV	MAR	RESPONSABLE
Lancement officiel du PALAM				UGP
Elaboration MP DALN				UGP, DALN
Elaboration Draft MP DA				DA
Elaboration Draft MP DEF				DEF
Elaboration TDR consultant pour Plan quinquennal				UGP
Recrutement Consultant				UGP
Ateliers préparatoires planification				UGP, CR
Séminaires de planification				UGP, CR, Partenaires
Elaboration du PTA				UGP, Consultant
Comité de pilotage du PALAM				MFSAEFMFPE
Elaboration Tdr Mission d'identification				UGP, CR
Réalisation Etude du milieu				UGP, CR et Cabinet
Elaboration du MP de l'UGP				UGP, Cabinet
Elaboration Tdr acquisition de consultant en Finance Islamique et Suivi évaluation.				UGP
Elaboration Plan de passation				UGP, Consultant
Acquisition des équipements de l'UGP et partenaire				UGP

V. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES

V.1 Composante 5

V.1.1 Atelier de lancement officiel du programme

Pour marquer le démarrage officiel des activités du programme, il a été organisé un atelier de lancement les **11, 12 et 13 Janvier 2010 à Dakar**.

Ce lancement s'est déroulé en deux étapes, d'abord l'ouverture officielle, qui a eu lieu à l'hôtel Méridien Président de Dakar le 11 janvier, sous la présidence effective de son Excellence Maitre Abdoulaye Wade Président de la République du Sénégal en Présence de Son Excellence Docteur Ahmad Mohamed Ali Al-Madani, Président de la Banque Islamique de Développement (BID) ; ensuite s'est tenue les 12 et 13 janvier la partie technique du lancement, à l'hôtel Ndiambour de Dakar, entre l'équipe de l'UGP, les experts de la BID, les centres de responsabilité et les autres membres du comité d'appui technique du PALAM.

L'ouverture officielle

Elle a eu lieu le 11 Janvier 2010, à l'hôtel MERIDIEN PRESIDENT de Dakar, outre les Présidents de la République du Sénégal et de la BID, on a noté la présence du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée Nationale, du Premier Ministre, des membres du Gouvernement, les corps diplomatiques accrédités à Dakar, les élus (députés, élus locaux et sénateurs) et les bénéficiaires des régions d'intervention que sont Diourbel et Kaffrine.

Il a été noté une très forte mobilisation des bénéficiaires avec au moins 400 participants.

La cérémonie a démarré par un récital de coran par des enfants de la Daara de Sokhna Mariama Niasse de Dakar terminée par des prières, place ensuite à la projection d'un publi

reportage sur les zones d'intervention du PALAM d'environ six minutes qui retrace un peu la situation de référence ainsi que les séances d'information organisées au profits des bénéficiaires à travers des Comités Départementaux de Développement (CDD) et Comités Régionaux de Développement (CRD).

Après ceci, Madame Ndéye Fatou Ndiaye artiste du théâtre national Daniel Sorano de Dakar, jouera en Play back un morceau de musique sur le PALAM, avant que le Président de la BID, ne prononce son allocution.

Docteur Ahmad Mohamed Ali, reviendra sur l'ancrage du PALAM par rapport au Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement, qui est un instrument mis en place au sein de la BID, grâce à la clairvoyance de son Excellence Monsieur le Président de la République, Maitre Abdoulaye Wade, Président en exercice de l'OCI. Ainsi, il a remercié Maitre Abdoulaye Wade pour son soutien constant à la BID et à toute la Oumah islamique. Il a terminé par réitérer sa disponibilité à accompagner le PALAM pour que ce dernier soit une réussite en vue de son extension dans les autres pays membres de la BID.



Arrivée de Son Excellence Monsieur le Président de la République en compagnie de Monsieur le Président de la BID au Méridien de Dakar lors du lancement officiel du PALAM

A la suite du Président de la BID, son Excellence Monsieur le Président de la République, prononcera un discours qui reviendra sur la nécessité de développer la solidarité au niveau de la Oumah, il dira apprécier à sa juste valeur le PALAM et suggérera même qu'un volet perfectionnement soit rajouté au PALAM au profit des jeunes artisans de la banlieue de Dakar. A ce titre, il donnera séance tenante des instructions à Monsieur le Premier Ministre, d'étudier avec l'équipe du PALAM, les modalités pratiques d'intégration de ce volet. Il interpellera aussi, Monsieur le Président de la BID pour un accompagnement dans le cadre de cet élargissement des activités du PALAM, en vue d'un financement complémentaire. Il finira par féliciter, encourager et remercier le Président de la BID, pour son dynamisme et son pragmatisme

dans la conduite de la banque, avant de déclarer officiellement lancé le PALAM. Une cérémonie de remise de cadeaux au Président de la république et au Président de la BID, a mis fin à la partie officielle de l'atelier de lancement.



Remise de cadeau au Président de la BID par Madame le Ministre d'Etat en compagnie e la Directrice du PALAM



Vue de la salle du Méridien Président avec les experts de la BID lors du lancement du PALAM

Les ateliers techniques

Les travaux d'ateliers techniques se sont déroulés à l'hôtel Ndiambour et ont réuni les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme que sont :

- Experts BID Djeddah,
- Experts BID bureau régional de Dakar,
- Equipe de l'UGP,
- Centres de responsabilité,
- DDI,
- DCEF
- Développement Communautaire,
- FIMF,
- DRS/SFD
- DMF,
- CSO/PLCP



Vue de la salle des travaux technique lors du lancement du PALAM

Les points suivants ont été abordés pendant les deux jours de travaux :

- ✓ Présentation générale du PALAM par la directrice du programme
- ✓ Présentation de la composante 1 par le Directeur de l'Alphabétisation et des Langues Nationales,
- ✓ Présentation de la composante 2 par le Directeur de l'Apprentissage,
- ✓ Présentation de la composante 3 par la Directrice de l'Entreprenariat Féminin,
- ✓ Présentation de la composante 4 par l'Experte en Micro finance de l'UGP,
- ✓ Présentation du cadre logique et du Système de suivi – évaluation par l'Expert en Education / formation de l'UGP
- ✓ Présentation du plan d'activités de 2010 par la Directrice du PALAM,
- ✓ Communication de l'Expert du Bureau régional de la BID sur la BID, sur les modes d'acquisitions des biens et des travaux, sur le mode de recrutement des consultants et sur les procédures de décaissement de la BID.

Toutes ces présentations ont été suivies par de riches débats dont les synthèses sont consignées sur le tableau ci-dessous.

Les travaux ont été ouverts par la Directrice du PALAM, avec des présidents de séances tournant entre les directeurs centres de responsabilité.

Les travaux ont été clôturés par le Conseiller Technique N° 2 de Madame le ministre d'Etat, Ministre de la Famille.



Madame la Directrice du PALAM, entourée des experts de la BID

THEMES	DISCUSSIONS	DECISIONS ARRETEES
1-Elargissement du programme	Lors du lancement officiel, le Président de la République dans son discours a donné des instructions à son PREMIER MINISTRE pour l'élargissement du PALAM aux jeunes artisans de la banlieue de Dakar, qui ont besoin de renforcement technique et d'appui en équipement pour leur perfectionnement et assurer ainsi une meilleure productivité.	Le PREMIER MINISTRE, le Ministre d'Etat chargé de la famille, devront avec l'équipe du projet étudier les modalités de la mise en œuvre de ces instructions. La BID a été vivement sollicitée pour le financement de ce volet qui viendrait en complément au PALAM.
2-Les facilités	Pour permettre aux enfants et aux femmes de profiter pleinement du programme, il est prévu des facilités pour ces derniers.	Négocié (selon une approche par la demande) avec les marabouts des daaras et avec les femmes bénéficiaires pour déterminer la nature et le montant de leurs besoins.
3-Cadre logique du programme	Les discussions ont plutôt porté sur le format, la traduction et sur les sources de vérification.	-Affiner la traduction avec l'appui de la BID Dakar, --- -Bien préciser les sources de vérification, -Elaborer le cadre logique pour chaque composante -Tenir le plus rapidement possible l'atelier de planification des activités.
4-Le Système de Suivi Evaluation	La présentation a été sommaire compte tenu des contraintes de temps ; il partira du suivi d'exécution au suivi des effets en perspective en passant par les auto- évaluation, les revues à mi parcours et l'évaluation finale.	Il est fortement recommandé à l'équipe de l'UGP de mettre en place un puissant système de S/E vu le caractère expérimental du PALAM.
5- Le reporting	Il devra permettre de rendre visible et lisible les actions du programme.	Il y aura 2 rapports trimestriels, 1 rapport semestriel et 1 rapport annuel. Il faudra prévoir un film sur le PALAM à la revue à mi parcours, qui devra partir de la situation de référence ; par conséquent, au moins deux réalisations devront être programmées.
6-Les constructions et équipements	Les discussions ont porté sur le nombre de classes à construire par la BID et le Sénégal sur un total nécessaire de 200.	La BID devra construire 84 classes, le Sénégal 101 classes ; parce qu'il n'y a que 15 classes disponibles dans la zone d'intervention du PALAM, au lieu de 50 classes initialement indiqué dans le rapport d'évaluation.
7-Les procédures	Il y a urgences de lancer les procédures d'acquisition surtout pour les constructions.	Sur les fonds BID, les procédures BID seront utilisées conformément à l'accord de prêt à son article II, section 2.02 ; Sur les fonds de la contrepartie, les procédures nationales seront utilisées, conformément au code des marchés.

8-Enrôlement des cibles de la composante 1	Tous les 8 000 enfants de la composante 1 devront être enrôlés en octobre 2010, si nous voulons achever leur formation en 2013.	L'option est prise d'enrôler tous les 8000 enfants en octobre 2010, l'UGP avec la DALN prendront les mesures nécessaires pour réfléchir sur des solutions alternatives possible par rapport aux sites qui ne seraient pas construits en Octobre, notamment à travers la solution des sites alternatives provisoires (tentes, espaces privés offerts par la communauté...).
9-Faiblesse de la ligne de crédit	Compte tenu des cibles jeunes et femmes, les participants ont jugé la ligne de crédit faible, mais il a été question de ne pas perdre de vue qu'on n'est pas dans un programme de crédit et que le projet est un projet pilote.	Favoriser le financement par petits groupes suivant le principe du crédit tournant, afin de toucher le maximum de cibles formées.
10- Sous compte du PALAM	Pour faire face aux menues dépenses, il a été sollicité l'ouverture d'un sous compte pour l'UGP.	L'UGP devra en faire la demande à la DDI, en principe il n'y a pas de problème pour ouvrir ce sous compte.
11- Domiciliation de la contre partie dans un compte du trésor ou d'une banque commerciale.	Pour des questions d'efficacité et de rapidité de la mobilisation de la contre partie, il a été demandé sa domiciliation dans un compte de trésor ou d'une banque.	Difficile pour cette année, parce que, la contrepartie n'est pas inscrite dans le titre 6, correspondant aux transferts.
12- Le ciblage des bénéficiaires	L'entrée du programme se fera par la famille, mais ceci risque d'handicaper surtout les enfants des daaras qui sont des bénéficiaires du PALAM	L'entrée par la famille constitue une priorité mais ne sera pas exclusive, car il faudra prendre en compte l'environnement de la famille, pour couvrir toute la population cible (enfants, jeunes et femmes) notamment les OCB, Daaras ...
13- L'Etude du milieu	Les discussions ont porté sur l'organisation et la conduite rapide de l'Etude du milieu	Il a été retenu de recruter un bureau expérimenté et avec l'expertise requise pour conduire cette étude et le début du moi de Mai 2010 au plus tard a été retenu pour son démarrage. Les résultats devraient être disponibles dans un délai d'un mois au plus tard après le démarrage

V.1.2 Elaboration du manuel de procédures de l'UGP

Le consultant a été recruté pour l'élaboration du manuel de procédures de l'UGP, parallèlement les composantes 1, 2 et 3 par ailleurs centres de responsabilité, ont élaboré leur manuel de procédures qui doivent compléter celui de l'UGP. Le cabinet Max Consulting Group a été retenu à partir de la liste restreinte de cabinets suivant ses offres technique et financière conformément aux procédures de la Banque Islamique de développement. L'élaboration du manuel est en cours et attend la validation des manuels des centres de responsabilité avec leurs différents partenaires pour une intégration harmonieuse.

V.1.3 Elaboration du plan quinquennal et du PTA 2010

Pour l'élaboration du plan quinquennal et du plan de travail annuel 2010, un consultant a été commis par l'UGP, qui a travaillé avec l'ensemble des acteurs concernés par le PALAM suivant le calendrier ci-dessous ;

Activités	Echéancier	Lieu	Personnes concernées
- Réunion Méthodologie et format Plan de Mise en œuvre	Lundi 25 janvier	UGP	-UGP -Consultant
- Examen des options d'exécution par composante - Programmation des activités de 2009 à 2013 - Elaboration des plans d'opérations par composante	27 et 28 janvier	UGP	-UGP -Centres de responsabilité -Consultant
- Production Draft PTA	08 au 11		-Consultant
- Atelier de finalisation et partage du PIM	15 au 19 février	Sally	-UGP -Consultant -Centre de responsabilité -Partenaires
- Dépôt du rapport	Vendredi 5 mars		-Consultant

Les réunions préparatoires ont eu lieu à l'UGP, tandis que l'atelier de cinq jours a eu lieu à l'hôtel Savana Sally, il a regroupé l'ensemble des partenaires du programme (UGP, Centres de Responsabilité, DDI, DDC, CSO/PLCP, Cabinet MFSAEFMPE, DAGE du MFSAEFMPE. Il a été ouvert par madame la Directrice du programme et a été clôturé par Monsieur le Directeur de Cabinet de Madame le Ministre d'Etat, Ministre de la Famille, en présence d'une délégation de la Banque Islamique de Développement (Messieurs Sassi du siège et Shérif du bureau régional).

Ces travaux ont permis de stabiliser le plan de mise en œuvre et le plan de travail 2010, à partir des quels le plan de passation a été ajusté. (Voir en annexes ces documents).



Vue de la salle lors de l'atelier de planification des activités du PALAM



Participation d'Experts de la BID à l'atelier de planification



Cérémonie de clôture de l'atelier de planification par Monsieur le Directeur de Cabinet de Madame le Ministre d'Etat, Ministre de la Famille

V.1.4 Comité de pilotage

Le Mercredi 17 Mars 2010, s'est tenue la première réunion du comité de pilotage du Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la lutte contre la pauvreté (PALAM) à l'ENFEFS, sous la présidence de M. Ciré LO, Directeur de cabinet du MFSAEFMFPE, représentant Madame le Ministre d'Etat, en présence du Directeur régional de la BID à Dakar.

Placé sous la tutelle du Ministère en charge de la Famille, le comité de pilotage du PALAM, est chargé du suivi de la mise en œuvre dudit programme. Il assure un rôle d'orientation, d'impulsion et d'information, et à ce titre, il approuve le plan d'action et le budget annuel y afférent.

Il sert aussi de cadre de discussion des mesures institutionnelles favorables à une bonne exécution et à la réalisation des objectifs du programme en se fondant sur les principes de la décentralisation et de développement local.

L'Objectif global de la première réunion du comité de pilotage est de :

- Présenter globalement le programme,
- Apprécier l'état d'avancement des activités du programme,
- Approuver le Plan de Travail Annuel 2010 avec le budget y afférent.

Synthèse des travaux du comité de pilotage

Au terme des échanges très fructueux sur la présentation des différents points inscrits à l'ordre du jour, Monsieur le Directeur de cabinet a réitéré ses félicitations et remerciements à :

- l'équipe du PALAM, dirigée par madame MBACKE Khady Fall Ndiaye, très expérimentée, pour la qualité des documents présentés,
- aux membres du Comité de pilotage pour leur engagement ainsi que leurs contributions dans le sens d'aider à l'atteinte des objectifs poursuivis,
- et à Monsieur Sidi Mohamed Ould TALEB, Directeur du Bureau régional de la BID à Dakar, et à son équipe, pour tout leur appui dans la mise en œuvre du PALAM.

Il a ensuite fait une synthèse des principaux défis signalés par le Comité et auxquels l'équipe de l'Unité de Gestion du Programme devra faire face, notamment :

- La grande ambition du PTA 2010 qui commande le respect des échéances et l'urgence du démarrage effectif des activités sur le terrain ;
- La mobilisation des ressources de la contrepartie 2010, dans les délais requis
- Le respect des dates de démarrage de la composante¹, pour l'ouverture des classes en octobre 2010 ;
- La participation effective des Collectivités locales ciblées ;
- L'intégration du volet perfectionnement sans modifier la structuration du programme
- L'harmonisation des procédures d'acquisitions en vue de diligenter le processus
- L'intégration du volet perfectionnement dans PALAM
- L'urgence de recevoir les ANO relatifs à l'étude du milieu et du manuel de procédures

Enfin, il a soumis l'adoption du Plan de Travail Annuel 2010, aux membres du Comité qui l'ont approuvé à l'unanimité.

Avant de lever la séance à 14 h 21 mn, Monsieur le Directeur de cabinet a remercié tous les participants, réaffirmé les remerciements de Madame le Ministre d'Etat, à l'endroit de la Banque Islamique de Développement, et de son Bureau régional à Dakar, pour leur accompagnement constant depuis le démarrage du Programme et a rappelé la périodicité des réunions du comité de pilotage (réunion semestrielle en session ordinaire).

V.1.5 Etude du milieu

Le processus d'acquisition est en cours, les offres des cabinets short listés ont été reçues, les évaluations techniques de ces offres par un comité ont été effectuées et les résultats envoyés au siège de la BID pour ANO.

V.1.6 Audit

Le processus d'acquisition du cabinet chargé de réaliser l'audit est en cours, la BID a donné son ANO sur les TDR et la liste des cabinets présélectionnés, avec une observation particulière concernant ces cabinets qui doivent être affiliés à une firme internationale. L'observation a été transmise aux cabinets qui sont entrain de fournir les informations utiles dans ce sens.

V.2 Composante 4

La composante est le Dispositif de micro finance pour l'appui à l'auto-emploi, elle est directement gérée par l'Unité de Gestion du Programme (UGP) contrairement aux 3 premières composantes confiées à des centres de responsabilité

L'objectif principal de cette composante Micro finance est de permettre aux jeunes/ adultes bénéficiant de la formation qualifiante de la composante 2 et aux femmes travailleuses ayant subi l'alphabétisation fonctionnelle et la formation professionnelle de la composante 3 d'accéder à un dispositif de micro finance adapté basé sur la charia leur permettant de promouvoir leurs micro-entreprises.

V.2.1- PLANNING DES ACTIVITES DU TRIMESTRE (Janvier- Février- Mars 2010)

Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Respons.	Parties prenantes
	Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2010		
Elaboration de conventions avec les différents partenaires	Lun 23/11/09	Ven 30/04/10	0	0		0	UGP	DMF, DRS/ SFD, FIMF
Elaboration de la stratégie de mise en œuvre de la composante	Lun 01/03/10	Lun 15/11/10	38 000 000 ¹	38 000 000		400 000	UGP	Comité d'Appui Technique, Expert en finance islamique
Assistance Technique en Finance Islamique et en Suivi - évaluation	Lun 08/02/10	Lun 18/10/10	31 500 000	31 500 000		34 000 000 ²	UGP	BID, Experts en finance islamique Et en suivi -évaluation

¹ Les activités (4.1.2, 4.1.4 et 4.1.7) et les équipements (4.1.6) sont financées à partir du budget initial de 108 000 000 FCFA soit respectivement (38 000 000 et 70 000 000)

² Le dépassement est financé par la ligne appui institutionnel de la composante 4

V.2.2- ACTIVITES PROGRAMMEES ET REALISEES

Les principales activités programmées/réalisées sont :

- ❖ Elaboration conventions avec les différents partenaires :
 - Pour la prise de contact avec les différents partenaires institutionnels de la composante des correspondances officielles avec la DMF, la DRS/SFD, la DDC et le FIMF ont été préparées et envoyées et les directeurs de la DRS/SFD et de la DDC avaient proposées des dates mais malheureusement les calendriers des uns et des autres n'ont pas permis ces rencontres
 - En ce qui concerne les projets de conventions avec les différents partenaires : celui du FIMF a été produit et les autres draft vont être produits le trimestre prochain.
- ❖ Assistance Technique en Finance Islamique et en Suivi – évaluation :
 - pour les TDR relatifs au recrutement des experts en finance islamique et en suivi-évaluation nous avons pu obtenir du siège de la BID, un modèle de TDR que nous avons pu adapter. Ainsi les TDR ont pu être produits et finalisés en fin MARS 2010,
 - Pour la confection de la liste restreinte : nous avons pu obtenir en relation avec le Ministère de l'Economie et des Finance quelques CV et nous avons contacté le siège pour nous aider à constituer la liste restreinte en finance islamique car au Sénégal nous n'avons pas une expertise avérée dans ce domaine.
- ❖ La préparation et la tenue du lancement officiel du programme suivi du séminaire sur les procédures avec les experts de la BID les 11et 12 Janvier 2010,
- ❖ La planification quinquennale du programme (PMO) et le PTA 2010 : plusieurs séances préparatoires se sont tenues avec le consultant et les centres de responsabilité à Dakar et un atelier de planification s'est tenue à SALY (17au 20 Février 2010)pour finaliser le PTA 2010,
- ❖ La finalisation du rapport de mission d'information et de sensibilisation dans les régions de KAFFRINE ET DIOURBEL.

V.2.3- ACTIVITES PROGRAMMEES NON REALISEES

La seule activité programmée non réalisée fut l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de la composante et son exécution est planifiée pour le trimestre prochain.

V.2.4- ACTIVITES NON PROGRAMMEES / REALISEES

Diverses activités non programmées ont été réalisées notamment :

- La participation au Forum International de la Finance Islamique dans l'UEMOA (11 et 12 Janvier 2010),

V.2.5- DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

Les principales difficultés rencontrées lors de ce trimestre sont :

- La constitution de la liste restreinte pour l'expert en finance islamique,
- Le retard accusé dans l'élaboration et la validation du PTA 2010.

Les principales recommandations que nous pouvons formuler sont :

- Trouver des RV avec la DRS/SFD et la DMF,
- Finaliser les draft de convention et les faire valider par les partenaires techniques,
- Finaliser l'élaboration des dossiers de consultation restreinte des deux experts en finance islamique et en suivi évaluation,
- Avoir le PTA en début d'année au plus tard fin Janvier.

V.2.6- PLAN DE TRAVAIL TRIMESTRIEL (PTT) EN COURS (Avril-Mai-Juin 2010)

ACTIVITES	Avril	Mai	Juin	RESSOURCES NECESSAIRES
1. Elaboration de conventions avec les différents partenaires	x	X	X	
2. Elaboration de la stratégie de mise en œuvre de la composante	x			
3. Assistance Technique en Finance Islamique et en Suivi – évaluation	x	x		
4. Sélection des SFD			X	
5. Sélection des ONG			x	

V.3 Composante 3

Elle est exécutée par la Direction de l'Entrepreneuriat Féminin qui est sous tutelle du Ministère de la Famille, de la Sécurité Alimentaire, de l'Entrepreneuriat Féminin, de la Micro Finance et de la Petite Enfance, la Direction de l'Entrepreneuriat Féminin prépare et met en œuvre le document de développement de l'entrepreneuriat féminin arrêté par le Chef de l'Etat en matière de création d'entreprises par les femmes.

▪ Objectifs

A ce titre, elle est chargée entre autres de :

- développer les actions permettant d'aider les femmes entrepreneures ainsi que les femmes souhaitant créer une entreprise ;
- d'élever le niveau technique, technologique et managérial des femmes chefs d'entreprises ;
- de mettre en place une banque de données sur l'entrepreneuriat en général et l'entrepreneuriat féminin en particulier ;
- de mettre en place des organes techniques de gestion des programmes de l'entrepreneuriat féminin ;

▪ **Vision**

Amener les femmes entrepreneures ou celles souhaitant le devenir, tant en milieu rural qu'urbain, à créer, gérer et développer des entreprises selon les normes internationales dans les créneaux porteurs de l'économie du Sénégal et de l'Afrique *en tenant compte des objectifs du NEPAD*.

La direction de l'entrepreneuriat féminin est centre de responsabilité de la composante 3. Intitulée Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses, la composante 3 du PALAM a pour objectif principal de Permettre aux jeunes femmes travailleuses analphabètes d'accéder aux opportunités d'alphabetisation, de formation qualifiante et au financement. Ses Résultats ou Objectifs opérationnels sont :

- 10.000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont amélioré leurs compétences techniques et leurs revenus à travers une alphabétisation fonctionnelle suivie d'une formation dans un corps de métiers.
- 50% de ces femmes vont bénéficier de crédit à travers la Micro finance.

V.3.1- Planning d'activités du trimestre

ACTIVITES	Janvier	Février	Mars	RESSOURCES NECESSAIRES
A.3.1 Elaboration du Manuel de procédures				
- Élaboration des TDR pour l'atelier	X			0
- Atelier d'imprégnation et de capitalisation		X		1 112 500 FCFA
- Élaborer le plan du manuel			X	387 500 FCFA
- Produire la version provisoire du manuel de procédures			X	1 500 000 FCFA
A.3.2 Identification des bénéficiaires				
- élaborer les TDR			X	

V.3.2- Activités programmées et réalisées

- ✚ Atelier d'imprégnation et de capitalisation
- ✚ Production du plan du manuel des procédures
- ✚ Production de la version provisoire du manuel des procédures
- ✚ Participation à la préparation et au lancement officiel du PALAM

V.3.3- Activités programmées et non réalisées

- ✚ Pas d'activités programmées non réalisées

V.3.4- Activités non programmées et réalisées

- ✚ La désignation d'un point focal du centre de responsabilité
- ✚ Mise en place de la cellule DEF/PALAM
- ✚ Participation à l'évaluation des offres techniques pour l'étude de base
- ✚ Validation du plan de travail annuel par le comité

V.3.5- Difficultés rencontrées et propositions de solution

Pour l'heure il n'y a pas tellement de difficultés dans la mise en œuvre des activités spécifiques à la composante 3, mis à part le retard pour les décaissements, qui induit un retard dans l'exécution.

Il nous faudra veiller à l'avenir de faire parvenir à l'UGP, les Tdr de l'activité et le budget y afférent.

V.3.6- Planning d'activités du trimestre prochain

ACTIVITES	Avril	MAI	Juin	RESSOURCES NECESSAIRES
A.3.1 Élaboration du Manuel de procédures				
- Valider le Manuel de Procédures à l'interne		X		1 000 000 FCFA
- Finaliser le Manuel de Procédure			X	0 FCFA
- Transmettre le Manuel de Procédure à l'UGP			X	0 FCFA
A.3.2 Identification des bénéficiaires				
- Confection des outils	X			0 FCFA
- Élaboration des termes de référence pour la mission	X			0 FCFA
- Tenue de la mission suivant 2 axe Kaffrine et Diourbel dans les 15 communautés rurales choisies	X			4 500 000 FCFA

A.3.2 Sélection des opérateurs - Elaboration des termes de références pour l'atelier - Atelier de partage sur les critères de sélection			X	0 FCFA
			X	720 000 FCFA

V.4 Composante 2.

La réalisation des activités suppose la mobilisation de moyens techniques et humains pour la mise en œuvre des investissements sur leurs composantes matérielles et immatérielles. La Composante 2, est coordonnée par la Direction de l'Apprentissage. Sa mise en œuvre au niveau local est assurée par des prestataires de services de formation (Opérateurs porteurs de projets de formation).

Objectif de la composante

Répondre aux besoins de qualification des jeunes et des adultes âgés de 16 à 24 ans des Régions de Diourbel et Kafrine et appuyer leur insertion professionnelle par la micro finance.

Résultats attendus de la composante

Huit (08) curricula pour les filières porteuses d'emplois et guides de formation pratique sont élaborés et mis en application ;

- 212 artisans chefs d'atelier sont formés ;
- 3000 jeunes et adultes sont bénéficiaires du programme sur une durée de 18 mois.

V.4.1- Activités planifiées du trimestre (janvier - mars 2010)

Activités	Echéancier de réalisation		Budget				Respo	Parties prenantes
	Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total		
A.2.1 Elaboration du Manuel de Procédures	Mer 09/09/09	Mer 07/04/10	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	DA	
A.2.2 Identification des bénéficiaires	Mar 07/04/09	Ven 09/04/10	14 400 000	14 400 000	0	8 000 000		
A.2.4 Sélection des opérateurs	Lun 08/03/10	Mar 17/08/10	2 900 000	2 900 000	0	2 900 000		

V.4.2- Les activités planifiées et réalisées

Elaboration du manuel de procédures

Le manuel de procédure de la Composante 2 a été élaboré grâce l'équipe d'agents de la Direction de l'Apprentissage appuyés par des personnes ressources du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Cette élaboration s'est faite en quatre étapes :

- Recherche documentaire
- Elaboration proprement dite
- Validation interne à la Direction de l'Apprentissage

Identification des bénéficiaires

Il s'agissait d'élaborer et de valider les TDR de la mission de pré identification par la DA.

V.4.3- Les activités Programmées non réalisées

Sélection des opérateurs en formation

Il s'agissait de :

- Elaborer les TDR,
- Valider les TDR,
- Définir les critères de sélection des opérateurs
- Valider les critères de sélection des opérateurs,
- Elaborer les DAO

Cette activité a connu un retard parce que nous avons préféré attendre la validation du manuel de procédures de la composante afin de partager avec nos partenaires les « critères de sélection de l'opérateur en formation » ; ceci dans le souci d'avoir des critères plus pertinents.

V.4.4- Les Contraintes

L'élaboration du manuel de procédures de la composante a mis plus de temps que prévu du fait que le manuel de la composante 2 apprentissage du projet PAO/sfp que nous comptions adapter, ne nous a pas servi à grand-chose, nous avons plutôt élaboré.

V.4.5- Les perspectives pour le prochain trimestre

Mission de pré identification des bénéficiaires de la composante2, tâches préliminaires pour le recrutement des opérateurs et l'élaboration des curricula.

V.4.6- Activités planifiées pour le prochain trimestre (AVRIL - JUIN 2010)

Total budget composante 2 pour le trimestre : 48 100 000

Activités	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Respon.	Parties prenantes
	Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total Trim/2010		
A.2.1 Elaboration du Manuel de Procédures	Mer 09/09/09	Mer 07/04/10	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	DA	
A.2.2 pré identification des bénéficiaires	Mar 07/04/09	Ven 30/04/10	14 400 000	14 400 000	0	8 000 000		
A.2.3 Développement des curricula	Lun 10/05/10	Mer 16/06/10	96 000 000	96 000 000	0	36 000 000		
A.2.4 Sélection des opérateurs	Lun 08/03/10	Mar 17/08/10	2 900 000	2 900 000	0	2 900 000		

V.5 Composante 1

La Direction de l'Alphabétisation et des Langues nationales, centre de responsabilité de la Composante 1 du PALAM gère aussi toutes les actions d'alphabétisation dans les composantes 2 et 3.

Le présent rapport fait le point des activités planifiées sur la période allant de Janvier à Juin 2010.

N°	ACTIVITES	NIVEAU DE REALISATION	DIFFICULTES RENCONTREES	SOLUTIONS PROPOSEES
1	Activités planifiées réalisées			
1.1	Actualisation du manuel de procédures	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration du manuel de procédures de la Composante1 depuis Février 2010. -Reprise du manuel pour y intégrer les volets alphabétisation des jeunes et des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Intégration dans le manuel de procédures de la composante 1 des volets alphabétisation des jeunes et des femmes. -Sous budgétisation de l'actualisation du manuel de procédures de la composante1 	Tenir un atelier de validation du manuel dans la deuxième quinzaine du mois de Mai 2010.
2	Activités planifiées en cours de réalisation			
2.2	Identification des bénéficiaires de la composante1	<p>Non exécution de l'activité car elle est assujettie à la réalisation de l'étude de base.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenue, du 18 au 29 Avril 2010, d'une mission de pré identification des bénéficiaires dans les zones d'intervention du PALAM. 	Retard dans la réalisation de l'étude base due aux lourdeurs des procédures de la BID	-Après l'étude de base, organiser une mission d'identification des bénéficiaires réels de la composante1, dans la première quinzaine de Juillet au plus tard.
2.3	Construction des ECB	<ul style="list-style-type: none"> -Description des infrastructures du PALAM faite par la DALN, -Amendement par l'UGP de la description des infrastructures faite par la DALN. - Tenue d'une séance de travail réunissant UGP, DALN et la Direction des Constructions Scolaires pour régler la question des spécifications techniques et des plans architecturaux. -Plan architectural des infrastructures du PALAM est réalisé par la direction des Constructions Scolaires(DCS). 	Identification de la Structure chargée des constructions.	- Lancer le marché d'appel d'offre par l'UGP.
2.4	Equiperment des infrastructures du PALAM	Le modèle de table – bancs des cases foyers du PLCP est retenu pour les ECB.	Elaboration des spécifications techniques des équipements des ECB.	-l'UGP devra détenir les photos des équipements des cases foyers du PLCP et proposer les spécifications techniques des

				équipements..
				-L'UGP devra lancer le marché d'appel d'offre au plus tard en fin Mai 2010

VI. DIFFICULTES

La difficulté principale réside dans la mobilisation de la contre partie du Sénégal dans le programme ; non seulement elle a été mise dans une seule cagnotte appelée « autres services de conseils » donc difficilement mobilisable.

Le retard dans la réalisation de l'étude base due à la longueur des procédures d'avis de non objection de la BID.

VII. RECOMMANDATIONS

Pour pallier ces difficultés, nous formulons les recommandations suivantes :

Reformulation de l'intitulé de la contrepartie suivant les besoins réels relatifs au PTA 2010, pour une mobilisation efficace.

Accélérer le processus d'attribution du marché de réalisation de l'étude de base fondamentale pour la suite des activités du programme ; par ailleurs pour pallier ce retard, nous recommandons la réalisation par l'UGP, les Centres de responsabilité et les partenaires à la base d'une mission de pré identification au niveau des communautés rurales cibles.

VIII. PERSPECTIVES POUR LE TRIMESTRE PROCHAIN

Pour le trimestre Avril - Juin 2010, les activités suivantes sont planifiées :

ACTIVITES	AVR	MAI	JUIN	RESPONSABLE
Mission d'identification des bénéficiaires				UGP, CR, Parte. locaux
Elaboration Tdr Mission d'identification				UGP, CR
Validation MP DA				DA, Partenaires
Validation MP DEF				DEF, Partenaires
Validation MP DALN				DALN, Partenaires
Réalisation Etude du milieu				UGP, Consultant
Elaboration du MP de l'UGP				UGP, CR, Consultant
Elaboration Tdr acquisition de consultant en Finance Islamique.				UGP
Elaboration Plan de passation				UGP
Acquisition des équipements de l'UGP et partenaire				UGP
Sélection des opérateurs en alpha				UGP, DALN
Elaboration des DAO des classes ECB				UGP, DCES
Elaboration des DAO équipements des ECB				UGP, DCES
Développement des curricula				UGP, DA
Elaboration des critères de sélection des SFD				UGP, Consultant
Elaboration des critères de sélection des ONG				UGP, DDC
Elaboration de protocole avec les partenaires				UGP

IX. RAPPORT FINANCIER TRIM 1 2010

La mise en œuvre du plan de travail 2010 du PALAM durant le premier trimestre a tourné autour des activités suivantes :

- Réalisation de l'atelier de lancement du PALAM ;
- Ateliers de planification des activités pour l'année 2010 ;
- Atelier de préparation des manuels de procédures des composantes ;
- Finalisation des dossiers de consultation relatifs à l'élaboration des manuels de procédures, à la réalisation de l'étude d'intervention du PALAM., à la sélection du cabinet d'audit des comptes.
- Fonctionnement de l'Unité de Gestion.

ACTIVITES PREVUES	BUDGET 2009/2010	PREVISION 2009	REALISATION 2009	REALISATION PREMIER TRIMESTRE 2010
Composante 5: APPUI A LA GESTION				
Etude de base (consultant)	72 000 000	72 000 000		
Atelier de validation étude de base(5 000x 02 régions)	10 000 000	10 000 000		
Salaire Directrice (60 mois)	96 000 000	9 600 000	10 500 000	4 800 000
Salaire 03 experts (60 mois)	198 000 000	16 500 000	6 457 136	9 900 000
Salaire personnel d'appui				4 170 000
Voyages d'études	14 000 000	----		
Séminaires sur les approches	45 000 000	----	7 769 046	14 563 335
Equipements informatiques (appui institutionnel)	25 000 000	25 000 000		
Atelier de démarrage	5 000 000	5 000 000		19 117 718
Revue à mi-parcours	8 000 000	----		
Audit	20 000 000	10 000 000		
Appui à la Gestion	0	0	501 255	16 294 002
Sous-total Composante 5	493 000 000	148 100 000	25 227 437	68 845 055
Composante 1: ECOLES COMMUNAUTAIRES				
Identification des bénéficiaires	16 750 000	16 750 000		
Elaboration du Manuel de Procédures (Alphabétisation)	450 000	450 000		450 000
Sélection des opérateurs (mise à niveau sur les critères et analyse requêtes)	3 300 000	3 300 000		
Sous-total Composante 1	20 500 000	20 500 000		450 000

Composante 2: FORMATION QUALIFIANTE				
identification des bénéficiaires (sites, enfants et besoins spécifiques)	12 000 000	12 000 000		
Ateliers régionaux de validation	2 400 000	2 400 000		
contribution l'élaboration Manuel de Procédures en formation qualifiante	2 000 000	2 000 000		
contribution des curricula de formation (référentiel des métiers 08 filières)	96 000 000	29 000 000		
Sélection des opérateurs (Evaluation des candidatures, ateliers et entreprises artisanales)	2 900 000	2 900 000		
Sous-total Composante 2	115 300 000	48 300 000	25 227 437	0
Composante 3: FEMMES EN ACTIVITE				
Identification des bénéficiaires	13 000 000	13 000 000		
Elaboration du Manuel de Procédures (consultants)	6 000 000	6 000 000		1 110 000
Assistance technique en finance islamique	22 000 000			
Sélection des opérateurs (Atelier de partage sur les critères)	1 500 000	1 500 000		
Analyse des requêtes des opérateurs	2 400 000	2 400 000		
Sous-total Composante 3	42 900 000	22 900 000		1 110 000
Totaux Composantes 1+2+3	180 700 000	91 700 000		
TOTAL GENERAL	673 700 000	239 800 000	25 227 137	70 405 055

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT BANCAIRE AU 31 MARS 2010

1-SOLDE AU 31 DECEMBRE 2010	214 487 984
2-MONTANT DES DEPENSES	70 405 055
3-MONTANT TOTAL DES FRAIS BANCAIRES	0
4-MONTANT EN SUSPENS AU 31/03/2010	15 647 502
5- MONTANT TOTAL DES DEPENSES (2 + 3 + 4)	86 052 557
6-SOLDE EN COMPTABILITE AU 31/03/2010	144 082 927
7-SOLDE EN BANQUE AU 31/03/2010	159 730 429
8-SOLDE RAPPROCHE (7 – 4)	144 082 927

Conclusion

Le premier trimestre 2010 a été marqué par d'importants événements, à savoir l'atelier de lancement officiel et la première réunion du comité de pilotage du programme entre autres. Ces deux événements ont été sans nul doute très importants dans la vie du programme d'autant plus que le premier à savoir le lancement officiel a été présidé par Son Excellence Monsieur le Président de la République ayant à ses côtés le Président de la Banque Islamique de Développement, qui ont tous magnifiés le programme, tant dans son contenu que dans son approche.

Le deuxième événement à savoir le comité de pilotage, le premier du genre a été une occasion pour l'ensemble des partenaires non seulement de s'imprégner du programme mais aussi de valider avec beaucoup de satisfaction et d'optimisme le plan de travail qui leur a été soumis.

Il convient aussi de relever que ce trimestre a été marqué par la réalisation d'importants outils de gestion du programme, tel que le plan quinquennal et le plan de travail pour l'année 2010. Le caractère participatif qui a vu la participation effective de tous les acteurs à tous les niveaux a été particulièrement salué par tous, ce qui a permis sans nul doute la production de ces documents de qualité.

La non disponibilité de la contrepartie continue de constituer des soucis pour une bonne mise en œuvre des activités.